

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
9 au 15 mars 2000

10 FF
1,52 €

Non à la peine de mort Liberté pour Mumia Abu Jamal!

MUMIA ABU JAMAL, américain noir, journaliste de presse et de radio, ancien militant du groupe politique Black Panthers, toujours militant de la cause noire aux États-Unis, est toujours face à un mandat d'arrêt de la peine de mort à laquelle il fut condamné en 1982! Si Mumia n'est sans doute pas le plus vieux prisonnier

devraient suffire à tous les individus de bon sens et à n'importe quel juge pour libérer Mumia. Pourtant la « justice » américaine s'acharne et tient absolument à le voir mort! Pourquoi? Vraisemblablement, le passé de militant de la cause noire pèse plus lourd dans la condamnation de Mumia que n'importe quelle autre raison. Souvenons-nous: les années 60 et 70, la

d'opinion qu'il y a dans le monde, de voir comment sont traités les dissidents en Chine par exemple, ou, plus près de nous, comment ont été traités les sans-papiers ou ceux qui leur sont solidaires comme Michel Beurier, secrétaire de l'U.D. CGT du Puy de Dôme et, encore plus récemment, de rappeler l'affaire José Bové, emprisonné et jugé pour son action syndicale. Partout dans le monde, les bourgeoisies des États riches se livrent une guerre sans merci qui détériore les conditions de vie de tous et en premier des plus pauvres qui ne manquent de se révolter contre cette situation.

un pauvre. Pendant ce temps quelques-uns prospèrent et l'État continue à fabriquer des prisons pour « protéger la société ».

Seul un sursaut populaire massif pourra faire reculer les tenants du pouvoir et du crime légalisé.

Groupes de Montpellier de la
Fédération anarchiste

Non à la peine de mort, liberté pour Mumia

Ainsi parce qu'elle est le maillon ultime de cette politique carcérale et que le nombre de pauvres augmente, la peine de mort se redéveloppe dans de nombreux États au monde et en particulier aux États-Unis. Parce qu'elle est le fruit d'une politique inique et qu'elle représente la barbarie légalisée, il faut lutter contre la peine de mort. Mumia Abu Jamal, un noir, opposant politique est pris dans cette logique. Lutter contre son exécution, pour sa libération, c'est lutter contre le système qui produit des pauvres, les enferme ou les tue tout en bâillonnant et garrottant ses opposants!



LA PEINE DE MORT SPONSORISÉE



politique au monde, il est sans aucun doute devenu le plus connu des condamnés à mort de la terre. Parce que son cas révolte, parce que les flics du FBI qui l'ont fait condamner ont reconnu par la suite avoir fabriqué les preuves, parce qu'un témoin à charge s'est dit prêt à revenir sur ses déclarations que la police lui avait extorquées sous la menace, il faut que Mumia Abu Jamal soit libéré.

**Si tu dois passer en justice,
il vaut mieux ne pas être
noir et militant**

Incontestablement, les faits se rapportant à cette parodie de justice

ISSN 0026-9433 - N° 1196

M 2137 - 1196 - 10,00 F



lutte des noirs contre une société américaine raciste et terriblement inégalitaire, les succès comme l'obtention des droits civiques pour tous. Mais rappelons-nous aussi que le FBI, police d'État, s'était alors engagée dans une véritable guerre contre les noirs: drogue, corruption et assassinats comme ceux de Martin Luther King ou Malcom X. À l'époque Mumia lui aussi est un Black Panther et si plus tard il changera de forme de lutte, jamais il ne se taira, en prison encore il continue d'écrire, protester et prend position contre toutes les injustices. Les riches, l'État et leur police ne peuvent l'oublier: pour eux, pour leurs privilèges il faut que Mumia Abu Jamal meure.

Cette affaire qui retient l'attention par le côté particulièrement grossier de l'injustice commise, et l'horreur que nous inspire cet assassinat de sang froid qu'on appelle la peine de mort, cette affaire n'est pas un cas isolé! Il suffit de constater le nombre de prisonniers

Le capitalisme et l'état fabriquent des pauvres

Les richesses produites sur le globe s'accroissent sans cesse au profit de quelques-uns et au détriment des conditions de vie de la plus grande masse. Ce phénomène entraîne des réactions chez les personnes, toujours plus nombreuses, sacrifiées sur l'autel du capitalisme: réactions de ceux et celles qui ont intégré les normes du système, comme la consommation, mais qui en sont exclus, réactions de désespoir de ceux que la misère sociale a complètement détruit, réactions de survie qu'on peut résumer à « voler pour bouffer », réactions enfin de ceux et celles qui décident de lutter contre ces inégalités. Oui, l'injustice et la misère produisent des suicides, de la délinquance, des comportements violents et irrationnels mais aussi de la révolte. Autant de réactions, pourtant générées par les tenants du pouvoir économique et politique, qui peuvent nuire à la bonne marche de leurs affaires!

L'État les enferme et organise leur répression

Ainsi les États, en bons gestionnaires des inégalités, durcissent les politiques sécuritaires et répressives: toujours plus de fichiers, de flics, de prisons... On peut donc comprendre la prison comme un outil au service des puissants servant à broyer tous ceux et celles qui peuvent perturber le système, parce qu'ils n'y ont pas leur place et/ou le remettent en cause. Les chiffres sont d'ailleurs éloquentes: en France, par exemple, 90% des détenus appartiennent aux classes économiquement les plus basses: plus t'es pauvre plus t'as de chance d'aller en taule et quand tu y as mis les pieds, t'es bien parti pour y retourner et tes enfants pour t'y rejoindre un jour... Si tu fais partie d'une minorité raciale, t'es bien souvent

EDITORIAL

Chaque semaine nous amène son lot supplémentaire de misère avec son cortège de nouveaux affamés, éjectés et autres fusionnés du système. Face aux ravages du capitalisme, les réformistes en appellent à une mondialisation éthique, sorte de troisième voie entre le « néolibéralisme agressif » et le « souverainisme régressif ». De la sécurité alimentaire, à la recherche sur les biotechnologies et la génétique humaine, en passant par le traitement informatique des données ou le contrôle des échanges et la politique, il est de bon ton d'en appeler aujourd'hui à la création de règles d'éthiques. Chirac vient ainsi la semaine dernière de proposer la mise sur pied d'un Conseil international d'éthique. L'Europe a déjà le sien depuis 1991 car nous dit-on « l'Europe sans éthique ne se fera pas ». Les entreprises se sont aussi dotées de chartes de valeurs et de codes d'éthiques au point qu'il existe déjà des multinationales et des fonds de pension éthiques. Le développement de ces préoccupations traduit certes la volonté patronale de préserver la sécurité des entreprises contre les agissements opportunistes et la corruption. Mais surtout, face à une exploitation accrue des plus faibles le capitalisme se doit de répondre aux critiques afin d'éviter une remise en cause radicale ou à défaut une démobilité générale de la population. Autrement dit, l'avenir du marché est à l'exploitation soft des travailleurs et de l'environnement afin d'écartier toute tentative de boycott d'une marque de la part du consommateur.

La mise en œuvre de règles éthiques fait aussi intervenir l'autonomie et la responsabilité des personnes, ce qui n'est pas pour nous déplaire. Mais, à l'heure du démantèlement des solidarités ouvrières et où l'organisation en réseau des activités économiques isole davantage les personnes, cela revient à transférer sur l'individu toute la pression inhérente à la décision de ne pas faire le sale boulot que lui ordonne le patron. Pas de panique: des cours d'éthique, pratiqués déjà dans l'enseignement supérieur, sont là pour nous apprendre à dire non.

Face à cette supercherie qui s'opère avec le recours à l'éthique comme moyen de réduire les inégalités et de nous faire intérioriser les contraintes et la domination capitalistes, nous devons être en mesure de faire émerger des luttes collectives en rupture avec le système. Sinon, la critique ne profite qu'au capitalisme qui, en l'intégrant, rebondit à nouveau. Et ce petit jeu peut continuer longtemps.

FAP 2520

Retraites : l'arnaque des fonds de pension

CES DERNIER TEMPS, DES signes viennent confirmer que pour arriver à la création de fonds de pension, les puissances financières continuent de faire pression. Chirac a pris le prétexte de ce début d'année pour rappeler une nouvelle fois et sans finesse au gouvernement Jospin, l'urgente nécessité de la réforme des retraites.

Déclarant aussi le caractère indispensable d'une réforme, la CGT et la CFDT ont imaginé d'envoyer en éclaireurs un de leur secrétaire national, (J-C Le Digou pour la CGT et J.M. Toullise pour la CFDT) qui ont été chargés de bidouiller en commun un livre intitulé « L'avenir des retraites ». Seul les naîfs s'étonneront de l'évolution de la CGT qui se recentre de plus en plus. Pour ne pas effrayer les militants de la centrale, le responsable CGT défend des positions différentes de la CFDT. Il ne peut pas encore se permettre de s'aligner sur les représentants du capital financier comme le fait la CFDT.

J.M. Toullise déclare dans le mensuel « CFDT Magazine » : « [Ce] livre fait la démonstration que le gouvernement ne peut pas faire l'économie d'une réforme... La CFDT estime qu'on a assez tardé... Bref ça presse, ça presse, ils ne peuvent plus attendre, au sommet de la CFDT. Même s'il reste encore à la base des adhérents un peu naïfs pour lesquels il faut continuer de dire et d'écrire que la CFDT est toujours « attachée à la retraite par répartition ». Ce livre a pour but de conditionner l'opinion publique, en la préparant à accepter le projet gouvernemental, déjà arrêté, d'allonger la durée des cotisations et, surtout d'introduire un système de fonds de pension en principe en complément de l'actuel système par répartition, mais en fait destiné à se substituer le plus rapidement à lui.

Une vaste offensive mondiale

Cette arnaque des fonds de pension fait partie d'une vaste offensive mondiale ultra-libérale que J. Nikonoff, ancien représentant de la caisse des dépôts aux États-Unis a baptisé dans son ouvrage « la comédie des fonds de pension » aux éditions Arléa, de « révolution blanche » menée depuis 1994 par la Banque Mondiale, le FMI et

L'OCDE. Toutes ces instances financières sous le contrôle du patronat international et avec la complicité des États et des parlements démocratiques, veulent transférer l'argent des retraites vers des circuits financiers. Elles utilisent l'augmentation démographique des individus de plus de 60 ans, afin d'affoler les populations. Dans un but financier, le vieillissement et ses conséquences sont présentées négativement. Paradoxalement, les ultra-libéraux réussissent à transformer la joie et le formidable espoir de vivre, dans notre civilisation, plus longtemps et en bonne santé en une malédiction et une menace. Pourtant, il est faux de prétendre que la société française n'a plus, dès aujourd'hui, les moyens de financer l'actuel système de retraite par répartition. En effet, nous vivons dans une société de plus en plus riche qui d'année en année, accumule les moyens de produire de plus en plus. Actuellement on produit, en France, deux fois plus de richesse qu'il y a trente ans. Ce qui est en cause, ce n'est pas la capacité de produire de la richesse, mais sa répartition qui est de plus en plus inégale. Si les recettes des différentes caisses de retraite font aujourd'hui défaut, c'est aussi à cause du chômage et de la précarité. Mais au nom de la compétition mondiale, les ultra-libéraux veulent revenir sur les acquis sociaux des sus-cités les plus avancés, qui les pénalisent commercialement face aux pays pauvres, d'où réduire les dépenses publiques, baisser les prélèvements obligatoires, les charges patronales, les retraites dont le coût est insoutenable.

Un enjeu de société essentiel

Les retraites sont un enjeu de société essentiel, une question politique et sociale et absolument pas une question économique, aussi les experts ne devraient intervenir qu'à la marge. Ainsi le PIB français va doubler d'ici 2040. Il est donc parfaitement possible dans le cadre de notre société d'assurer, sans aucun recul social, le financement des retraites. Il est faux de prétendre que l'actuel système de répartition est menacé par le soi-disant choc démographique constitué par le vieillissement de la population. Il ne faut pas oublier que les jeunes comme les vieux sont à la

charge des actifs. Or si les démographies prévoient l'augmentation des seconds. Ils prévoient aussi la diminution des premiers. De plus la productivité du travail ne cesse de s'accroître. Si sa croissance se poursuit au rythme moyen du siècle écoulé (2% par an), dans une quarantaine d'années, un actif employé produira, à durée de travail égale, 2,2 fois plus qu'actuellement, largement de quoi compenser, à taux de cotisation inchangés, les pensions de retraite.

Dans un but purement budgétaire, le seul remède proposé par les ultra-libéraux, est la capitalisation avec les fonds de pension. Les experts, les médias, nos politiciens de gauche et de droite, nos syndicats, s'y rangent massivement. Pourtant il est faux de prétendre que chacun va pouvoir, grâce à l'institution de fonds de pension, se constituer une épargne pour la retraite. En effet, en cotisant à un fonds de pension, on n'accumule pas une épargne ou un « capital » mais tout juste des droits (sous forme de titre de propriété) sur la richesse qui sera produite au moment où l'on partira à la retraite. Exactement ce qui se passe déjà aujourd'hui avec le système de répartition. À cette différence près, et elle est de taille, que dans le système de répartition, ces droits sont garantis par la loi, alors que, dans le système par capitalisation, il n'est garanti que... par la prospérité du capital financier, avec le risque inhérent à ce type de capital, de nature spéculative. Passer d'un système de répartition à un système de capitalisation, c'est lâcher la proie pour l'ombre, c'est jouer sa retraite en Bourse!

La mise à mort du principe d'entraide

Il est faux de prétendre que les fonds de pension permettront de garantir le dynamisme et l'autonomie des entreprises françaises, et par conséquent l'emploi. En effet, en entrant dans le capital des entreprises, les fonds de pension les soumettent à des contraintes de rentabilité financière qui sont désastreuses pour l'emploi. C'est sous la pression des fonds de pension américains, propriétaires de 30% du capital de

Renault, que la direction de cette entreprise a fermé le site de Vilvorde. Décision saluée par un bon de 17% de l'action Renault sur la Bourse de Paris! Uniquement soucieux de rentabiliser leurs investissements financiers, les fonds de pension sont les plus disposés à se prêter aux opérations de fusion (OPA, etc.) qui se développent sur le marché financier. Ils sont aussi les premiers à vendre leurs titres dès que la rentabilité de ces derniers n'est plus assurée ou qu'ils trouvent mieux ailleurs. Ainsi, détourner chaque année vers les fonds de pension quelques centaines de milliards de francs est le meilleur moyen pour étendre et aggraver l'emprise du capital financier sur l'économie réelle. C'est ce capital essentiellement prédateur, qui serait en définitive le seul bénéficiaire de la créa-

produite. Ces fonds énormes tentent de diriger les entreprises vers les résultats financiers en oubliant produits, clients et salariés. Ils sont injustes et ne profitent qu'aux riches grâce à des avantages fiscaux exorbitants. Dans aucun pays ils ne couvrent l'ensemble des besoins en retraite, car cela nécessiterait une somme investie impossible.

Le salarié est toujours le cochon de payeur

Ceux qui non pas les moyens d'épargner seront jetés aux oubliettes. Ces fonds sont la négation de toute solidarité. Pris à titre personnel ils ne donnent aucune couverture au conjoint survivant. Un bon système de retraite doit garantir un montant de retraite; or les fonds de pension sont de plus en plus à cotisations définies, le montant des cotisations est fixé mais ne garantit aucune retraite, c'est un simple placement financier. Le salarié subira tous les risques de la Bourse. Sa retraite dépendra du seul montant des actions et personne ne peut prédire ce qu'elles vaudront en 2040.

Nikonoff récuse absolument les prétentions des fonds de pension à offrir un rendement financier supérieur à la répartition qui est de 6% par an. Le rendement passé ne garantit en rien un rendement futur, c'est un leurre.

Face aux puissants fonds anglo-saxons, les fonds de pension à la française ne seraient qu'une goutte d'eau, 1% de la Bourse s'ils sont investis en actions. Ils ne serviraient à rien. Ils existent déjà (800 milliards), mais sont un échec. Pefon (5148 000 cotisants sur 5 millions possible), loi Madelin (220 000 sur 2 millions). Les ultra-libéraux demandent d'exorbitants avantages fiscaux pour les vendre, avantages qui seraient pris sur l'ensemble des habitants pour aider les plus riches. S'ils remplacent l'assurance-vie, très importante épargne mais qui n'est pas investie en actions, ce ne sera pas une nouvelle épargne. Elle ira simplement vers la proposition la plus avantageuse fiscalement, et s'ils s'y ajoutent, cela freinera la consommation. Si nos gouvernements s'intéressent aux fonds de pension c'est pour répondre aux critères financiers exigés par l'Euro. Ils veulent faire disparaître les prélèvements obligatoires et les transformer, en cotisations « librement consenties », qui ont l'énorme avantage de ne plus figurer dans les comptes de l'État mais que le salarié devra impitoyablement payer s'il veut une retraite.

Le fonds de pension est la plus belle escroquerie de ce début de siècle!

Michel Sahu



le monde libertaire

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08
Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 45 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 105 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 195 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 350 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays A partir du n° (inclus).
Chèque postal Chèque bancaire
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : J. Toublet
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie :
Les Informations dieppaises SA,
8, rue Claude Groulard, 76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - La Vigie

Souscription Monde libertaire

Février 2000 : Deville D : 380 F; Pataud C : 334 F; Chapoutot R : 250 F; Groupe FA de Rouen : 170 F; Gourdon, Bouey P : 150 F; Jule : 100 F; Kerjean S, Beaulieu G, Ferreira M, Brest J-J, Bondar, Picard, Rosell W, Bourles, Roux, Jouve B, Devillez L, Abassoff A : 50 F. Total = 2134 F.

Soutien par prélèvement automatique :

Giraud-Chevignier : 300 F; Les amis de Pierre-Besnard : 150 F; Thierry Benoit, Hernandez, Alepuz, Zuate y Zubert D, Aumenier, Cabanettes, Perret, Peyraud, Etchegoren, Bedos, Claude, Carrière, Garcia Abadillo, Abassoff, Zuate y Zuber M, Guemene, Pivert, Veloson, Deconinck, Eytard : 100 F; Sainclair : 75 F; Maier, Hedou, Legois, Martin, Duguay : 50 F; Cordelle : 30 F; Pivert : 25 F; Millot : 20 F; Cornic : 10 F.
Total = 2860 F.

Marée noire Duplicité ou incompétence ?

JOSPIN OSE LE DIRE : « VOTRE mobilisation sur le terrain a permis d'enregistrer un changement dans l'attitude de Total ». On se demande quel changement... De toute manière la mobilisation sur le terrain ne modifie guère les habitudes de nos « responsables politiques »

Depuis Voynet rencontrée (à sa demande) à la préfecture de Vannes lundi 21 jusqu'au gouvernement pas plus tard que ce lundi 28 février à Nantes, tous, dans leurs propos, font une démonstration lamentable de navigation à vue. La seule question étant : Est-ce de la mauvaise volonté ou de l'amateurisme ?

Bien sûr, les moyens débloqués par le gouvernement et certaines des mesures arrêtées à Nantes ce 28 février démontrent que l'action des citoyens peut être entendue. Par exemple, l'annonce d'achat de deux nouveaux remorqueurs ainsi que l'analyse prévue des « déficiences », le mot est gentil, du plan POLMAR répondent à nos exigences... Mais, on est encore bien loin de l'attente des collectifs et ce ne sont encore, à l'heure actuelle, que des promesses de mesures générales et lointaines.

Le plus incroyable, c'est le mélange des genres entre calamité naturelle (la tempête) et catastrophe industrielle programmée (la marée noire). Ainsi, dans les déclarations du gouvernement, rien dans l'attribution des fonds n'apparaît

clairement. La confusion des genres ne peut que profiter aux "responsables-coupables" de Total-Fina. Or, cette marée noire n'est pas une intempérie, ni une fatalité. C'est une catastrophe due à la recherche systématique du moindre profit, quels qu'en soient les risques. Total-Fina est bien responsable de la catastrophe. Total-Fina doit reconnaître sa responsabilité et payer la totalité des dommages et réparations.

De l'impuissance d'un gouvernement...

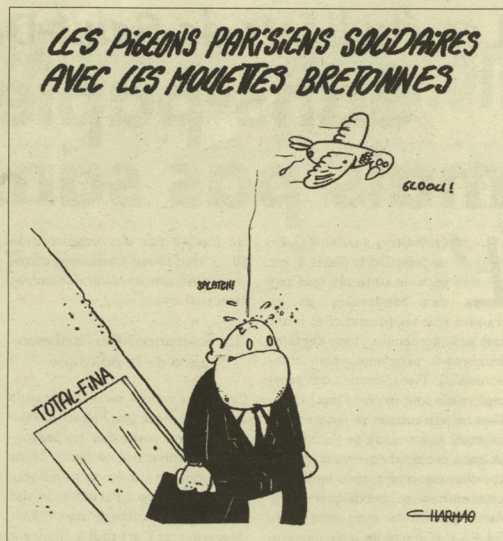
Mais le gouvernement ne propose pas d'inscrire dans la législation la responsabilité illimitée des donneurs d'ordre. Il se défend de pouvoir attaquer Total-Fina, déclarant qu'il n'en a pas les moyens juridiques. Pourtant, si l'on en croit les légendes les plus répandues sur la démocratie représentative, il est évident que l'État peut être tout puissant s'il le veut. Quand il n'utilise pas la force que lui octroie la volonté collective "issue des urnes", c'est bien qu'il n'est pas au service de cette volonté mais au service du système économique, ou, pour le moins, muselé par le pouvoir du monde des affaires. Les utopistes-réformistes dans nos collectifs pensent qu'il est du devoir de l'État de poursuivre les responsables dans la perspective d'indemnisation. Nous, libéraux, savons bien qu'il n'en est rien et que le seul devoir que se donne l'État est de se perpétuer ;

et que ce qui sera donné par l'État ou Total ne le sera que par la pression de la rue et par l'action directe.

La logique voudrait qu'il incombe aussi à l'État, dans l'immédiat, d'assurer la protection et le soutien des populations concernées et en premier lieu des professionnels directement touchés. Là encore, dérobade et renvois des attentes diverses vers le FIPOL. Or, chacun sait que ce fond n'indemniserait que lentement, sur dossier et seulement les pertes subies. À aucun moment, le chômage qui résultera dans les mois à venir de cette catastrophe et la perte de la manne des activités touristiques attendue par beaucoup de saisonniers ne seront pris en charge par ce fond d'indemnisation. Et, surprise et incrédulité, à la question posée par les collectifs au gouvernement à propos de ce problème, on s'entend dire que « c'est une bonne question et le gouvernement va y réfléchir... ». Le temps qu'il faut pour que les professionnels crévent, les plus petits en tête. Une région tombe à genoux et l'État regarde en disant « on en fait déjà un maximum, faut pas demander la lune ! »

Le vert, couleur du désespoir...

En ce qui concerne l'environnement on ne peut être guère plus optimiste. Recevant, en ordre dispersé, les élus, les collectifs, puis les associations écologistes, la ministre de l'environnement dit, en substance : « le gouvernement ne



peut pas grand-chose... C'est l'Europe qui est responsable» ou encore, à l'intention des ostréiculteurs : « Mon ministère est faible, je ne peux rien, allez voir Glavany, après tout c'est votre ministre de tutelle ». Comme si une « verte » pouvait ignorer que le destin économique de ces travailleurs est lié intimement à l'équilibre de l'écosystème ! Elle payera probablement très cher ces valse-hésitations aux prochaines élections, malgré les tentatives de son parti pour récupérer ses troupes. En effet, les militants verts quittent sur la pointe des pieds les collectifs après avoir été mis au pas par leur hiérarchie.

Les associations de défense de l'environnement, mal à l'aise et déchirées par leurs liens avec les écologistes politiques, retournent à la recherche des miettes qui leur permettent d'imaginer qu'elles peuvent reconstruire l'écosystème. Et pendant ce temps-là les côtes rocheuses sont nettoyées au Kärcher, les plages

raclées aux bulldozers et les vasières dissimulées dans leurs tréfonds leur lot de fioul.

Entre récupération politique larvée, attentisme et usure du temps, la vie des collectifs tient à un cheveu. L'État et Total-Fina regardent, patients, l'essoufflement de l'énergie collective. Cette crainte est partagée par les militants les plus tenaces (extrême gauche, libertaires etc...). Il nous appartient de persévérer au sein de ceux-ci, tout d'abord pour continuer un combat long et complexe, mais aussi pour sortir l'anarchisme de l'ornière idéologique pour la confronter à la mise en pratique. Les collectifs sont des lieux de notre société où les anarchistes peuvent exprimer et appliquer leurs modes de fonctionnements. Comme dans les syndicats. Mais aussi les quitter quand leur voix est couverte par la bureaucratie et la politiciaille.

Bruno. - groupe libertaire René Lochu (Vannes)

Pas de service public au rabais

Autogérons l'école !

L'ÉCOLE A RÉUSSI À SE FAIRE ENTENDRE, MALGRÉ les provocations du ministre, malgré l'importance de l'enjeu qui plus d'une fois avait fait baisser les bras à tous ceux que l'énormité des injustices de notre société révolte.

Parents et enseignants auront réussi à faire taire, au moins momentanément, leurs détracteurs qui trouvent que les enseignants ne foutent rien ou qui estiment que les problèmes de la jeunesse sont la faute de parents démissionnaires. Enfin le vrai débat est venu sur le devant de la scène : l'école est au service de tous, pour tous les enfants. La société dont nous - salariés et usagers - sommes l'écrasante majorité veut que les moyens, ces richesses que nous produisons par notre travail, suivent. Nous voulons aujourd'hui tous les moyens nécessaires à l'éducation de nos enfants, nous voulons tout ce qu'on a perdu en qualité ces dernières années, mais plus encore, tout ce qui aujourd'hui pour nos politiciens est superflu : un service public maximum accessible à tous !

Ce qui nous pend au nez c'est le service « universel »

Ne nous y trompons pas le pouvoir aujourd'hui n'a pas l'intention de fermer l'école, de la privatiser ou autres. Par contre, comme pour tous les services publics, l'heure est à la rationalisation, à la rentabilisation c'est à dire à la vente ou du moins à la mise sur le marché des branches les plus rentables des transports, de la santé, de la poste... et donc de l'éducation. Mais comme ça ne suffit pas, l'État conservant la part des services publics qui n'intéressent pas les « investisseurs » s'emploie à réduire les coûts dans tous les domaines. D'abord parce qu'il est ruiné, ensuite parce que la part des prélèvements sur les bénéfices des capitalistes, qui se réinvestissaient jusqu'à présents en partie dans la satisfaction des besoins sociaux va en s'amenuisant.

C'est la nouvelle donne politique : les repères « droite et gauche » ne servent plus à rien pour l'expliquer, tous les dirigeants s'emploient à brader le service public, payé par nos efforts à tous, à des investisseurs capitalistes qui ont découvert que la « partie la plus rentable » de ces services pouvait leur rapporter de juteux bénéfices. Pour nous il ne restera qu'un « service universel » c'est à dire un peu mieux que rien, payé par nos impôts, alors que nous n'avons jamais été dans une société aussi riche.

La globalisation des luttes, c'est l'enjeu d'aujourd'hui

Personne n'a de solution toute faite, de proposition de société clés en main, mais il devient de plus en plus clair au plus grand nombre que cette orientation de société, qui nous est imposée, est inacceptable. Nous devons tous quel que soit notre activité : salariés, chômeurs, retraités ou encore que nous soyons usagers ou consommateurs, nous poser la question de ce que nous voulons comme société en même temps que nous rejetons celle-ci. On ne peut pas indéfiniment s'en remettre à du personnel politique qui est de toute façon à la botte des plus riches.

Tous ensemble, nous prendrons au fur et à mesure des luttes que nous menons l'expérience nécessaire pour élaborer le projet de société qui répond à nos besoins. La tâche la plus urgente qui incombe donc à ceux qui sont en lutte est de généraliser le conflit. Parce que la question des services publics est essentielle pour définir les rapports qu'on entretient entre êtres humains, il nous faut nous rencontrer, nous soutenir, lutter ensemble, gagner en expérience et enfin imposer la satisfaction maximale de nos besoins, de tous nos besoins.

groupe La Sociale (Montpellier)

crises de foi

La place de la femme

Lors du jubilé, il y aura une journée - le 25 mars - de « célébration dans le monde entier pour signifier la dignité des femmes ». Cette dignité se résume à se marier, enfanter, s'occuper des enfants et du foyer, et obéir au mâle de la maison. Cela n'a rien à voir avec des revendications d'égalité ou de liberté des femmes.

Une nonne anglaise, Lavina Byne, avait cru sans doute que la dignité des femmes, c'était par exemple, le droit d'être ordonnée prêtre dans notre chère Église catholique si pro-féministe à l'aube du troisième millénaire. Aussi, elle a écrit un livre, « Les Femmes devant l'autel », où elle se prononce pour l'ordination des femmes au poste de prêtre. Elle y dénonce aussi les femmes qui doivent rester toujours à genoux, en silence, tête basse, obligées à jamais de demander pardon pour le péché commis par Eve.

Cette audace lui a été fatale ; elle a été obligée de rendre son voile de nonne, après plusieurs mois d'enfer terrestre. Les pressions du Vatican ont été telles que Lavina Byne a parlé de retour à l'Inquisition, avec pression en tous genres, auto-dafé des copies de son livre. Pour elle, l'Église, c'est fini. Dire la vérité n'a jamais plus aux papes.

Elle sera désormais moins naïve et saura ce qu'est la réalité de l'Église, à savoir une ennemie de la liberté de conscience et d'opinion. Une institution chargée de faire respecter les hiérarchies les plus arbitraires, l'homme dominant la femme au nom de Dieu. N'est-ce pas saint Paul qui écrit, par exemple, que « la femme écoute l'instruction en silence, avec une entière soumission. Je ne permets pas à la femme d'enseigner ni de prendre autorité sur l'homme, mais elle doit demeurer dans le silence » ou encore « Soutenez-vous sur les uns aux autres dans la crainte du Christ. Femmes, soyez soumises à vos maris, comme au Seigneur, parce que le mari est le chef de la femme, de même que le Christ est le chef de l'Église [...] »

Cela représente l'enseignement de l'Église concernant la place de la femme dans la société. D'ailleurs, Jean-Paul II le réassène souvent : « La vocation de la femme est la maternité : hier, aujourd'hui et toujours. » C'est compris ?

Régis Boussières. - groupe Kronstadt (Lyon)

Le 8 mars, c'est notre fête...

C'EST LE NOUVEAU calendrier (celui des saints de la république démocratique) qui l'impose : il faut célébrer. On a des dates pour tout, pour la fête du travail comme pour celle des mères, pour le salon de l'agriculture comme pour la journée des femmes. Une cuillerée pour les lépreux-ses, un discours contre le racisme et une pensée pour les femmes. Les journalistes se colent à l'état des lieux, fouillent les archives et interrogent des femmes politiques, historiennes et sociologues.

Bouderons-nous l'anniversaire, sous le prétexte, fort justifié, que 365 journées de l'homme, ça fait encore beaucoup ? Que nenni ! Qui lutte ce jour aussi... Bilanisons donc.

Inégalités des salaires, viols et agressions sexistes, prostitution, violence dans l'institution familiale... forment le décor inchangé de l'état français. Et pourquoi aurait-il changé puisque le pouvoir politique n'y a aucun intérêt ? (Si, de fait, il aurait pu évoluer : il « suffisait juste » que le féminisme soit plus visibles, mieux organisés, de plus en plus nombreuses... Et le rapport de force aurait été possible... et l'on aurait pas mal de 8 mars dans l'année... et... stop. Poursuivons).

assuré la sécurité, une femme sans-papiers venant porter plainte pour viol a été retenue en garde à vue...), réseaux de prostitution alimentés par les enfants les plus démunis et les femmes en situation irrégulière, réseaux anti-IVG, viols « de guerre » au Sri-Lanka, l'excision toujours légale dans 27 pays Africains... et l'exécution, au Texas, de Betty Lou Beets.

Chaque année, de nouveaux visages de femmes condamnées à mort par l'institution patriarcale s'ajoutent aux listes de victimes anonymes : c'était hier Sémira Adamu, qui fuyait misère et mariage forcé et que l'on a étouffée, c'est aujourd'hui Betty Lou Beets, violée par deux maris successifs, condamnée pour avoir tué le son mari... Personne ne sait si Jack Lang et le Vatican avaient demandé sa grâce ?

Anarcha-féminisme (lutte d'émancipation des anarchistes, au féminin pluriel)

Quant à nous, femmes anarchistes, et donc féministes, comment pouvons-nous vivre et lutter, lutter et donc vivre, dans cette société patriarcale ?

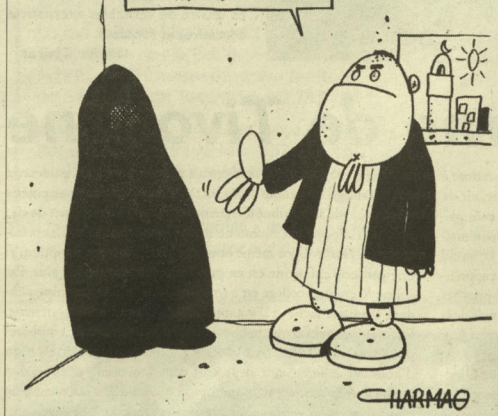
chance dans mon couple, mon copain est antisexiste... » ou encore « nous, dans notre syndicat, parti, organisation...) avons la chance d'adhérer à une organisation qui a su, en son sein, assurer des rapports égalitaires entre hommes et femmes de la "tribu"... Les problèmes n'existent qu'en dehors du groupe... ». Comment croire que relations amoureuses, dans la sphère privée, et organisations militantes, dans la sphère publique, soient préservées de ces relations de domination ? Les organisations dites révolutionnaires sont, elles aussi, construites sur cette culture de « fraternité », de « compagnonnage », qui, prétextant qu'il faut globaliser tous les combats pour l'égalité sociale, nie encore souvent la nécessité d'une lutte spécifique, celle des femmes voulant exploser le carcan des genres et la domination masculine. Nous, féministes, savons que, pasticher un certain temps, seule l'émancipation des femmes étendra la liberté de tous et toutes à l'infini.

S'engager sur le terrain du féminisme, c'est affronter la réalité des souffrances intimes de toutes celles qui ne sont « pas nées femmes mais le sont devenues », c'est ouvrir les yeux sur son identité blessée par une éducation à la soumission et à la frustration, par le quotidien de la violence machiste.

Par la prise de conscience individuelle et collective de l'oppression (des groupes antipatriarcaux et anticapitalistes, à l'occasion de la trop réformiste « marche mondiale des femmes », essaient par exemple d'apporter un discours plus radical), par une réflexion sur le langage qui construit le sexisme autant qu'il le reflète (le masculin désignant l'universel), par la préservation d'espaces non-mixtes pour limiter notre auto-censure, par des collages, par des actions... nous faisons reculer cette oppression, nous réapproprions nos propres vies et... c'est bon ! Pippi Langstrumpf et Pimprenelle

PAS DE JOURNÉE DE LA FEMME EN IRAN

DE TOUTES FAÇONS
TAS JAMAIS
VU UNE JOURNÉE!



Ajoutons sans peur la dégradation de conditions sanitaires (non remboursement de pilules, menaces de suppression de la gynécologie médicale...) et le temps partiel imposé; phénomènes qui s'aggravent, et qui, chaque année fragilisent un peu plus la situation économique des femmes.

Quelques horreurs, française et internationales, pour être sûres de ne pas se voiler la face, avec ou sans tchador : femmes d'Afghanistan victimes de toutes les tortures, viols de femmes sans-papiers dans les centres de rétention de France et de Belgique, (à Toulouse, alors qu'avocat et gendarmes lui avaient

Avant tout, fuir cette oppression peut-il être envisagé? On peut se permettre sans complexe d'envisager cette lâcheté individuelle, vu la violence du conflit: n'est pas superwoman qui veut. Oui, mais voilà, c'est pas possible: même en restant sous la couette 24 heures sur 24, livrée anonymement par « pizza-survie », coupée de tous rapports et tous discours véhiculant le « phallogocritisme », la bête serait toujours là, puisque ancrée dans nos propres réflexions et comportements... On peut fuir de façon plus affinée, en niant l'oppression, ou en prétendant en être préservée: « Moi, j'ai vraiment de la

chronique anarcha-féministe Martine

« Martine caresse doucement le satin, tourne, retourne et virevolte à travers la chambre, puis soudain elle s'effole en voyant une déchirure au-dessus de l'ourlet. Est-ce un cauchemar? » (Martine se déguise)

Les femmes qui ont lu « Martine, petite maman » avant la puberté, devraient bien réfléchir, avant d'envisager la maternité. Elles ne le savent pas, elles ne le sentent pas, mais elles sont marquées. Comment pourront-elles un jour affronter couches sales et hurlements spasmodiques, alors que Martine sait, elle, langer un enfant apaisé en ne montrant que du linge propre, brodé de fragiles oiseaux et tendres lapereaux?

Les femmes qui ont lu « Martine, petit rat de l'opéra » devraient bien réfléchir avant d'abréger leur psychanalyse. Pointé, plié; pointé, plié... si Martine a les pieds en sang... (du sang tout propre), quelle importance, puisque les petites danseuses sont si jolies, et qu'aucune tache n'apparaît sur les ballerines?

Ces albums ont construit, dès les années 50, le monde aseptisé et terrible d'une petite fille modèle de la bourgeoisie française. Modèle bourgeois mais série populaire, et en réinventant les valeurs. Valeurs de travail et d'obéissance, et strict respect des rôles sexuels: « Les messieurs lisent le journal sur le banc. Les dames, en faisant tourner leurs ombrelles, bavardent. Attendez, attendez, dit une petite fille. En avant, crient les garçons! » (Martine au parc).

Gilbert Delahaye (texte) et Marcel Marlier (illustrations) ont commis cette série qui, horreur, revient dans les bibliothèques. Sur des images très léchées, les enfants ouvrent des yeux écarquillés sur le monde merveilleux de Martine, où désordre et conflits n'existent pas.

Monde de l'innocence où les robes courtes permettent de bien voir les petites culottes blanches. Monde parfait où la petite fille semble être le centre d'une histoire qui n'est qu'un hymne au patriarcat.

Meilleur des mondes dont le dernier titre, « Martine et la parité », se vend très bien.

Pimprenelle

Puig Antich

Le 2 mars 1974, le militant anarchiste Puig Antich était garrotté à la prison Model de Barcelone, à l'âge de 24 ans, accusé (à tort) d'avoir tué un sous-inspecteur de police, dans la confusion de son arrestation.

Puig Antich militait au M.L.L. (mouvement ibérique de libération) qui pratiquait, entre autres, les expropriations politiques. Ce mouvement de guérilla urbaine ne fit jamais couler le sang. Cette année encore, le 2 mars, au cimetière de Monjuich, à Barcelone, les familles, amis, ainsi que le Collectif pour la révision de son procès, se sont réunis pour ne jamais oublier.

Poèmes et chansons ont accompagné cette manifestation.

C.Y.

Militarisation de la société russe

DEPUIS L'ARRIVÉE D'ELTSINE au pouvoir, le paysage économique et social russe s'est profondément bouleversé en quelques années. Le nouvel Etat russe, tiraillé entre bureaucratie et privatisation, n'a pas tardé à donner naissance à une mafia politico-industrielle et à s'enfoncer dans une misère économique profonde: 40% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté.

Nous ne retracerons pas là l'histoire du chaos russe de ces dix dernières années, mais il s'agit de comprendre dans quel contexte s'inscrit l'arrivée de Poutine au pouvoir, et les raisons de la militarisation accrue de la société civile.

L'actuel président russe, qui le restera sans doute après les élections, est donc chargé de rétablir un semblant d'ordre dans le pays. Il se doit de retrouver la confiance de la population. Au niveau interne, il peut s'appuyer sur les provinces, lui-même est provincial, ainsi que sur les classes moyennes qui sont prêtes à soutenir une relance des

réformes ainsi qu'un retour à l'ordre et à la paix sociale, à condition qu'on ne revienne pas sur certains acquis.

La guerre en Tchétchénie a été un excellent moyen de ressouder une population affamée contre l'ennemi intérieur venu du Caucase, qui est bien entendu un dangereux islamiste. De nombreux jeunes hommes au chômage ont ainsi signé des contrats avec l'armée pour partir en Tchétchénie, ce qui leur assure le gîte et le couvert et une certaine reconnaissance sociale liée aux valeurs viriles associées à l'armée. Les contractuels s'intègrent d'ailleurs mieux que les appelés au fonctionnement de l'armée, car les cas de désobéissance à un supérieur (refus de tirer sur des civils) sont surtout le fait de ces derniers.

Ces valeurs sûres que véhicule l'armée, sont en train de se diffuser dans l'ensemble de la société. Le respect de la hiérarchie, le refus de toute subversion, ainsi que des rôles clairs permettant à chacun de se trouver une identité: l'impor-

tance de la virilité, et de la force masculine, un rôle subalterne pour les femmes qui ne se conçoit qu'en fonction de l'homme, il y a là tout un programme clé en main pour rétablir la paix sociale. D'où une militarisation accrue: les réservistes doivent subir l'entraînement militaire, la préparation militaire est rétablie dans les écoles, et les médias glorifient les « grands maîtres » du passé, tel l'ex-chef du KGB soviétique. En parallèle, le budget de l'armée a eu droit à de nouvelles subventions.

En instaurant ainsi la présence de l'armée dans la vie quotidienne des individus, l'Etat russe entend mettre au pas toute une population affamée et avoir ainsi les mains plus libres pour entreprendre de nouvelles réformes économiques. Il use de ficelles déjà connues ce qui ne réduit en rien leur potentiel de dangerosité. Cette militarisation ne se fait pas sans heurts (voir ML 1195), signe qu'une population ne se soumet pas aisément.

Gaëlle. - groupe Durruti (Lyon)

Un collège-lycée alternatif pour Tivaouane (Sénégal) ?

EN OCTOBRE 1997 s'est déroulée l'ouverture d'un nouveau lieu éducatif dans cette ville du Sénégal que les lecteurs assidus du Monde libertaire et d'Alternative libertaire connaissent déjà un peu (M. L. n° 1132, sept. 1198, A. L. n° 223, déc. 1999).

La première rentrée s'est faite avec deux classes et 29 élèves, une troisième et une terminale, la seconde avec cinq classes et 90 élèves en novembre 1998, et enfin 158 élèves pour l'année 1999-2000, tous les niveaux à l'exception de la quatrième. Mais ce sera pour la rentrée prochaine et l'effectif devrait alors approcher les 200 élèves. Afin d'assurer les cours une vingtaine de profs viennent bénévolement en plus de leurs heures dans les établissements de Tivaouane et de Thiès (la troisième ville du Sénégal et distante d'environ 40 km. de Tivaouane). En fait ce n'est pas vraiment du bénévolat car ils ont droit à une indemnité de déplacement de 500F CFA, soit 5 francs français.

Alors évidemment ça pose de petits problèmes de fonctionnement. Les profs changent souvent et l'emploi du temps n'est pas complet. Autre menu problème, les locaux. En vérité au mois d'octobre 1999 l'A.C.A.P.E.S, Association Communautaire d'Appui à la Promotion Éducative et Sociale, nom de cette structure qui est l'émanation d'un mouvement d'éducation populaire né à la fin des années soixante, n'en avait pas. Elle s'était fait virée de locaux que le propriétaire n'utilisait pas mais dont il avait maintenant le besoin le plus urgent. Finalement, c'est un hangar abandonné où étaient stockés des produits phytosanitaires à vocation agricole, des pesticides quoi, qui a pu être récupéré, nettoyé et aménagé en lieu éducatif. C'est-à-dire en récupérant à la hâte quelques tableaux et tables-

bancs. Bien sûr il n'y a ni eau ni électricité et l'odeur persistante des produits n'est pas très rassurante.

La nécessaire pratique de l'entraide

Et la rentrée a pu se faire, en novembre. Comme si la situation n'était déjà pas assez compliquée, les autres écoles de la ville ont accusé l'A.C.A.P.E.S de concurrence déloyale. Il faut dire que celle-ci ne demande que 200 FF par an et par élève, alors que les écoles privées 1500F/mois et le collège public 100F/mois. Évidemment avec des profs bénévoles et un vieux hangar sans électricité, les frais de fonctionnement sont bien moindres. Comme de plus les résultats au brevet 1999 ont été supérieurs à ceux des écoles de Tivaouane...

Et oui, exclus du système scolaire, les élèves sont particulièrement motivés. Les profs ayant une pré-

sence aléatoire, ils pratiquent l'entraide à haute dose et sont sans doute moins angoissés qu'ailleurs par l'autoritarisme des enseignants. Ils considèrent l'école comme « une école sociale et une école de la liberté » et évoquant les profs, « dans cette école ils sont différents, ils nous encouragent et ne font pas de distinction entre les bons et les mauvais élèves ».

L'A.C.A.P.E.S ne pratique pas encore l'autogestion version Lycée Autogéré de Paris. Cependant les élèves participent à la gestion de l'école avec les enseignants et les parents, à la mise en place des emplois du temps. Mais la récente création d'un foyer socio-éducatif devrait renforcer cette cogestion de l'A.C.A.P.E.S et leur donner l'outil qui leur permettra de la rendre encore plus effective. De toute façon dans cette école ce sont les seuls à être présents régulièrement, et ce serait dommage que leur seul investisse-

ment se limite à l'organisation de fêtes diverses pour couvrir les frais de fonctionnement.

De plus il est apparu nécessaire qu'elle s'ouvre sur l'extérieur. Une occasion lui tend les bras par l'intermédiaire du guichet d'épargne et de crédit des femmes qui recherchent des personnes pour faire de l'alphabétisation et était prêt à faire venir quelqu'un de Dakar. Ce guichet est une des composantes de l'association A.U.P.E.J, Actions Utiles Pour l'Enfance et la Jeunesse évoquée dans les articles du M. L. et d'A. L. cités plus haut; A.C.A.P.E.S fait aussi partie d'A.U.P.E.J, il y a donc sûrement un moyen d'utiliser les compétences de chacun.

De même, grâce aux dons récupérés en 1998 pendant la tournée du fondateur d'A.U.P.E.J, Moussa Diop (M. L. n° 1134, oct. 1998) un local a pu être construit. Et celui-ci abrite la seule bibliothèque scolaire de Tivaouane, bibliothèque que les

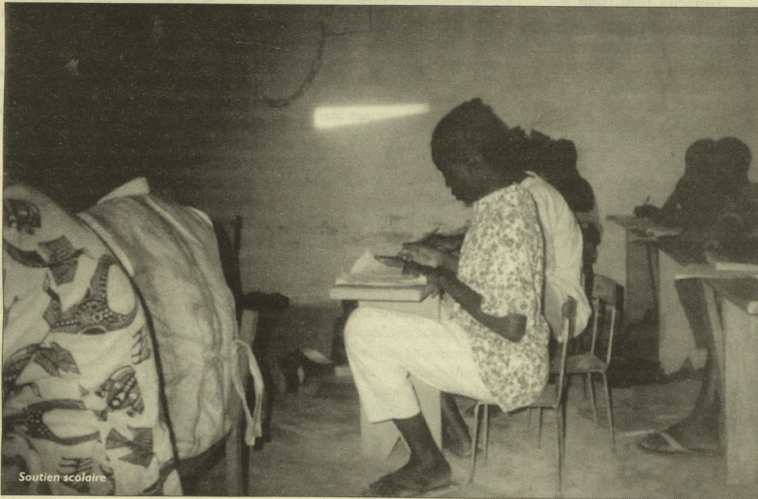
Acapiens fréquentent très peu. Le problème des situations d'urgence et de précarité c'est qu'elles vous empêchent souvent d'avoir une bonne lisibilité de votre environnement immédiat et des compétences qu'il recèle.

Une réussite qui fait des envieux

Les A.C.A.P.E.S avaient pour objectif à l'origine de s'occuper des enfants en échec scolaire et en rupture avec l'école. C'est à l'évidence la fonction que remplit celle de Tivaouane, il faut dire qu'au Sénégal, avec un enseignement fait en français, la langue maternelle étant le oulof et un examen à l'entrée en sixième qui voit chaque année environ 80 % des enfants y échouer, il y a de quoi faire. Dans ce contexte pour le moins hostile, est-ce que l'A.C.A.P.E.S de Tivaouane pourra garder le hangar abandonné qu'elle a nettoyé et aménagé ? Rien n'est moins sûr, il n'y a pas de bail. Cependant des négociations sont en cours avec le préfet et Moussa Diop était en décembre plutôt optimiste.

Est-ce qu'elle pourra faire face aux 200 élèves qui s'annoncent à la rentrée 2000 sachant qu'elle est déjà très proche de la saturation en termes d'espace, d'encadrement pédagogique et bien sûr financièrement ? Les seuls financements sont les frais de scolarité payés par les élèves, les bénéfices aléatoires des fêtes et les 1000 FF de l'A.C.A.P.E.S de Dakar, mais qui sont remboursables. Enfin, les marabouts qui dans cette ville sainte sont excessivement puissants et riches laisseront-ils se développer un enseignement laïc et à caractère social et dont l'ambition est de participer à l'aménagement d'espaces intégrateurs pour la mise en œuvre de véritables alternatives éducatives et sociales ?

Olivier Clairat



Soutien scolaire

L'école élémentaire moderne de Tivouane

LES LECTEURS ET LECTRICES DU « GRAIN DE CEL »* ONT déjà entendu parler de ce village du nord du Sénégal, distant d'à peine un kilomètre du fleuve du même nom, et de la Mauritanie. Dans cette région, la région du fleuve, on vit du riz. De gros programmes d'irrigation ont permis de développer cette culture. Ça n'empêche qu'à 200 km de là, à Tivaouane, les gens mangent de la brisure de riz importée de Thaïlande (en France on s'en sert pour nourrir les chiens).

Bref, dans cette région balayée par le vent et la poussière existe l'École Élémentaire Moderne de Diawar. Et si un jour l'envie vous prenait de visiter une école, celle-ci n'est qu'à quatre heures de route et trois quarts d'heure de piste de Dakar, quand tout va très bien, n'hésitez pas. Vous risquez d'être complètement abasourdi par ce que vous verrez.

Dans ce village de 2500 habitants sans eau courante ni électricité (hormis quelques fermes rizicoles et la station de pompage), l'école, ses instituteurs et les enfants réussissent de nombreux tours de force dans un pays qui se classe au 158^e rang mondial sur 174 d'après l'Indice de Développement Humain (classement qui prend en compte l'espérance de vie, le niveau de scolarisation et le revenu par habitant). Et il y a de quoi laisser perplexe le géographe le plus averti.

tages de la pédagogie Freinet. Pédagogie que Pap Meïssa a reprise à son compte. Notamment en créant la coopérative scolaire, clé de voûte de cet édifice et gérée par les enfants, composée des commissions presse, maraîchage, santé, loisirs et fêtes, hygiène et environnement, boutique, bibliothèque, formation pratique et sport. Le travail en petits groupes favorise l'entraide et l'autonomie dans les apprentissages. La correspondance scolaire permet de développer les échanges et indirectement la mise en place de projets avec l'aide de la ville de Rezé, ville de l'agglomération nantaise où vit un certain Jean Le Gall: dispensaire, maternité, électrification de ceux-ci et de l'école entre autres, quant au journal de l'école il favorise l'expression libre.

Grâce à l'école, à sa structure coopérative et à son ouverture sur son environnement, un programme de reboisement a pu être lancé dans un village où les arbres avaient disparus. Le travail de la commission hygiène et environnement a déjà porté ses fruits. Plusieurs dizaines d'arbres ont été plantés dans la cour de l'école, mais aussi dans les rues du village avec l'accord des parents qui s'engagent à les entretenir et à les protéger des chèvres et autres prédateurs à deux pattes. L'école est d'ailleurs devenue un site pilote pour le reboisement en zone sahélienne.

Sur la piste de l'émancipation sociale

Quand arrive le début de l'année, la commission maraîchage retrouve ses manches et va jardiner sur un vaste terrain de 6400 m² malgré les chèvres, l'extrême aridité du sol et les problèmes d'eau. Ça ne doit malgré tout pas si mal marcher, car pour l'année 1999 le bénéfice a été de 70000 F CFA, une partie de la production étant revenue aux habitants du village. On pourrait aussi évoquer la commission boutique qui achète du matériel scolaire et le revend à des tarifs inférieurs à ceux pratiqués par les commerçants.

Cette école un peu particulière n'a sûrement pas tout bouleversé dans ce village. Mais nous avons pu constater que sur les trois critères de l'I.D.H elle a contribué directement à modifier l'espérance de vie; en ce qui concerne le niveau de scolarisation, tous les enfants fréquentent l'école. Il y a même bousculade le jour de l'inscription, et une garderie enfantine est en projet, et vera bientôt le jour. Par contre le premier collège est à trois quarts d'heure par la piste pendant la saison sèche et il y a un examen pour rentrer en sixième. Examen auquel l'école de Diawar a fait des résultats exemplaires pour la session 1998, 51,85 %, ce qui lui a valu une attestation d'honneur délivrée par l'inspecteur départemental de l'éducation nationale, représentant d'une administration qui voit rarement d'un bon œil les écoles Freinet et ne fait surtout rien pour leur développement.

Est-ce que l'école est capable d'apporter des changements au niveau de vie de la population? de promouvoir une autre forme de développement que celle qu'impose le libéralisme? de favoriser l'émergence d'une démocratie directe? d'être facteur d'émancipation sociale? On peut le penser même si il est bien trop tôt pour répondre à toutes ces questions et si les tous les acteurs de cette aventure éducative sont loin d'avoir toutes les cartes en main. On y retourne d'ici quelques mois et on vous tient au courant.

Pour Bonaventure: Olivier Clairat

P. S: et le patriarcat? à cette question, les instituteurs de l'Association sénégalaise de l'École moderne (branche sénégalaise du mouvement Freinet) ont répondu que la scolarisation des filles et le fait qu'elles aient des responsabilités allait sans aucun doute remettre en cause le pouvoir des hommes dans une société, ne l'oublions pas, musulmane à 95 %.

*Journal du Centre d'Éducation Libertaire Bonaventure, numéro spécial Sénégal, octobre 1998

Les meilleurs résultats de sa région

Niveau résultats scolaires ce n'est pas mal non plus. Cette école primaire de 426 élèves a les meilleurs résultats de sa région, le tout sans crier et dans la bonne humeur. Là encore il n'y a pas de mystère, même si ça tient un peu du hasard avec la visite d'un monsieur, Jean Le Gall à son fils ingénieur en hydraulique. Et qui, pédagogue de son état rencontra l'instituteur, Papa Meïssa Hanne et évoqua les avan-

LECTURE

La mutation du capitalisme

DANS SON OUVRAGE « Propriété et Mondialisation » Serge Mahé, instituteur, laïque et anarcho-syndicaliste, nous conduit à travers son analyse de l'évolution de la propriété à celle du capitalisme. Depuis les « trente glorieuses » ce dernier s'est profondément transformé. Cette fin de siècle est marquée par d'importants changements, la mondialisation de l'économie de marché, la hausse des bourses, l'explosion de la sphère financière, l'effondrement du vrai socialisme pour un libéralisme social... Tout un tas de faits qui ont transformé les données politiques.

Quelles sont les causes de cette évolution? En quoi a-t-elle modifié le rôle et les fonctions de l'Etat? Quelles positions les politiciens vont-ils prendre? Quelle attitude des travailleurs et le mouvement syndical doivent-ils ou peuvent-ils prendre face à cette nouvelle donne? C'est à cet ensemble de questions que répond Serge Mahé.

Tout d'abord à travers son analyse historique des différentes formes prises par la propriété, il relance le débat en confrontant les points de vue marxiste et anarchiste. Il montre dans ce qui est la partie la plus neuve de son ouvrage les divergences fondamentales existant entre Karl Marx d'une part et Proudhon, Bakounine d'autre part. Il le fait, en replaçant la propriété dans son contexte historique. Ce processus

déjà ancien a produit des crises et pourrait en causer une autre, fort dommageable à l'humanité. Ensuite dans la démarche keynésienne, le personnalisme communautaire de Mounier et le principe de subsidiarité, il dénonce le « moins d'Etat-mieux d'Etat » comme le disait Rocard avant Blair. Originaire de la pensée chrétienne de saint Thomas d'Aquin, hérité du droit canon et développé dans l'encyclopédie de Pie XI Quadragesimo Anno de 1931, le principe de subsidiarité est à présent l'œuvre de la France (par la décentralisation) et de l'Europe. Les conséquences de son application se font sentir dans tous les domaines de nos sociétés, les services publics, le social et le culturel. Serge Mahé évoque aussi les réactions politiques et passe en revue des concepts comme l'Etat-nation, la pensée unique, le communautarisme, l'ultralibéralisme, le nationalisme et le nationisme. Il évoque Bourdieu et « sa version moderniste de l'exploitation de l'homme par l'homme » et précise que « le regroupement défensif des exploités est à coup sûr naturel et salutaire. Il ne peut être efficace, voir devenir offensif, qu'à la condition de rester indépendant des forces capitalistes et des Etats qui les protègent ». Ensuite, il consacre un chapitre au syndicalisme, il décrit la position de la CGT, « sous la surveillance de sa marraine, madame Notat, depuis son intronisation dans la confédération européenne des syndicats (CES) et sa volonté de s'inscrire

d'une manière nouvelle et critique sur la RIT de Mme Aubry ». Puis, celle de la CFDT qu'il condamne pour son abandon du programme d'autogestion et de l'égalité pour « le manteau de saint Martin » et l'équité. Il fait un rapprochement entre les lois Robien et Aubry qui pour « les bons esprits [...] sont également l'occasion de mettre en œuvre [...] des pratiques participatives ». Il s'attache un peu trop à l'attitude de la CGT-FO en oubliant que ce syndicat tombe parfois dans certaines entreprises ou fonctions publiques dans le travers du syndicalisme maison avec ses attitudes de « jaunes ». Il conclut dans son chapitre « perspective fédéraliste » en proposant quelques pistes de réorganisation sociale pour remplacer la barbarie capitaliste tout en évitant l'oppression totalitaire. Au total, un grand livre fort documenté où dans une analyse purement anarcho-syndicaliste, l'auteur évoque dans son historique de la propriété Marx, Trotsky, Rosa Luxembourg pour mieux parler de Proudhon, Bakounine; Kropotkine, Malatesta, Fabbri, Pelloutier, la charte d'Amiens, puis décrire les failles du capitalisme et de sa mondialisation, pour finir par une prédiction : le XXI^e siècle sera celui des révolutions ». Chiche!

Michel Sahuc. — groupe La Sociale (Montpellier)

Propriété et mondialisation. Serge Mahé. Editions l'Harmattan, 192 p. 110 F.

Le Cinéma du Réel

La 22^e édition du « Cinéma du réel », organisée par la BPI du Centre Pompidou, se déroulera du 10 au 19 mars 2000 à Beaubourg. C'est la manifestation la plus courue du Centre. Une fois par an, l'insaisissable Réel est capté par le cinéma. Le document brut, obtenu sans mise en scène, proposé au public avide d'authenticité.

Ce festival documentaire a révélé les grands documentaristes du globe: Stork, Ivens, Oshima, Kiarostami, Wiseman, etc.). Pour fêter le retour à Beaubourg: Rétrospective des documentaires sur l'amour (38 films de 1910 à aujourd'hui) dont l'enquête sur la sexualité, de Pasolini. Manifestation reprise ensuite au Musée de l'Homme et au Cinéma des cinéastes.

Renseignements 01 44 78 44 21 ou 01 44 78 45 16.

H. H.

copinage

Projection du film de Frédéric Goldbronn « Diego » dans le cadre de « Documentaire sur grand écran » au Cinéma des Cinéastes (7, av. de Clichy Paris 17^e). Ce film sera projeté avec « La Vie est à nous » de Jean Renoir le 12 mars à 14 heures.

Concert de **Serge Utgé-Royo** le 17 mars à Avignon, péniche Dolphin blues, chemin de l'île Piot. Réservation : 04 90 82 46 96. Le 18 mars à Lyon (3^e), maison pour tous « Les Rancy » 249 rue Vendôme (M^o Saxe-Gambetta). Réservation : 02 78 60 64 01.

Amer Indien est un spectacle conçu et interprété par **Jean-Luc Debattiste** au théâtre Molière, 157, rue Saint-Martin (Paris 3^e) jusqu'au 19 mars (relâche lundi et mardi). Prix 80 ou 60 F. Réservation : 01 44 54 53 00.

L'expo « **Mémoire de corrida** » de Annie Andreu-Laroche à lieu jusqu'au 19 mars à l'Espace Louise Michel, 42 ter rue des Cascades, Paris 20^e.

radio libertaire

Paris - 89.4 MHz

jeudi 2 mars à 22 h 30 :

Si Vis Pacem: avec Thierry Gill pour son spectacle sur Gaston Couté.

vendredi 10 mars à 22 h 30 :

Jazz en liberté: Archie Shepp quartet en public (1977); Anthony Ortega quartet (1992); Phil Woods trio (1994); Arthur Blythe quartet (1993); Jef Sicard trio (1999); Bobby Watson quartet (1986).

samedi 11 mars à 11 h 30 :

Chronique syndicale: avec Annie Garnier-Muller auteur du livre « Les Inutiles ».

mercredi 15 mars à 10 h 30 :

Blues en liberté: Les folk blues festival des années 60.

Révolte.com

Denis Robert

DENIS ROBERT EST SURTOUT connu pour ses livres sur « les affaires ». Il fait paraître à un récit engagé, révolté, à propos de l'édition et des médias en particulier et de la société capitaliste en général.

Denis Robert a, comme Christine Angot, aboli la virgule. La lecture est donc suffocante, et, si elle est révoltante, c'est par contrecoup. Parce que l'auteur, comme Christine Angot, joue avec la confession, avec l'exhibition (compte-t-il que ça lui rapporte autant?)... Comme Angot, il joue aussi de l'hystérie (« Et alors non je ne suis pas énervé. Oui je suis calme parfaitement calme »).

Un livre à la lecture à la fois facile et pénible, formellement agaçant. Denis Robert crache dans la soupe. Le monde de l'édition le fait gerber — et il y a de quoi — mais quand on

estime être dans un milieu pourri et qu'on le dénonce, il ne reste plus qu'à partir... Mais partir où? Partir Che? On sent bien que ça le titille: il écrit « Je serais une sorte de Che Guevara en plus vivant », délire écrit sous l'influence de l'abus de punch (du moins le prétexte-t-il), mais est-il lucide lorsqu'il annonce: « En fait, depuis un an je prépare un livre dont le contenu doit rester secret. Quand ça sera prêt je pense que tout le monde sera scié. [...] Une bible. Ce ne sera pas un ouvrage religieux mais une publication faisant autorité sur l'époque un livre indiscutable. [...] Quand je l'aurai fini je pourrai partir content même si je ne saurais absolument pas où aller même si je serais très ennuyé de ne plus avoir de révolution à préparer. » Révolte.com se situe clairement du côté de la révolution, ce

qui stoppe donc la comparaison avec Christine Angot, puisqu'il nous est forcément plus sympathique. Il reste que nous n'avons confiance en aucune élite intellectuelle ou prétendument prolétaire pour faire une véritable révolution, que nous n'attendons pour cela ni messie ni Denis Robert. D'autant que ses chevilles sont déjà enflées: « Le seul livre possible aujourd'hui en dehors de mon grand livre possible sur la préparation méthodique de la révolution serait un petit livre banal sur la banalisation de l'existence. » On passe de l'hystérie à la mégalomanie... La contribution de Denis Robert à la révolution serait la bienvenue, s'il pouvait éviter de se prendre pour le Karl Marx du XXI^e siècle.

Le Furet

Révolte.com, Denis Robert, édition Les arènes. 140 p. 65 F.

Le Mille feuilles

C'EST À UNE HEURE DE TOULOUSE. Tu t'y engouffres dans des vallées qui serpentent jusqu'aux pieds des Pyrénées. À gauche et à droite, ce n'est que collines tapissées de bois impénétrables. Au bout, c'est la montagne et ses horizons déchirés de hauteurs inquiétantes. De ci de là quelques fermes familiales hantent le paysage de leurs pierres arrachées au torrent. Au cœur du cyclone ou dans la moiteur de rares carrefours surgit d'on ne sait d'où quelques gros bourgs paraissent au soleil d'une hargne à survivre. Des cimes enneigées sont toujours là pour rappeler au voyageur qu'on ne passe pas par l'Ariège, mais qu'on y va.

Et ils y sont venus!

Les hommes de cro-magnon qui fuyaient la loi de la jungle. Les croquants et autres malandins qui aimaient à se baigner dans le sang bleu des oppresseurs du moment. Les ans espagnols qui, pour avoir initié la plus grande révolution sociale de tous les temps, se retrouvaient coincés entre Franco la muerte et les camps de concentration français. Les babas et autres cœurs purs d'un printemps trop bref qui, faute d'avoir pu changer la vie, se piquaient de changer la vie.

Et d'autres, comme moi, gens de plaine et de mer, troubadours de rêves incertains mais tatoués au fer rouge de la révolte et de l'espoir y viendront;

Depuis toujours, depuis l'aube des temps, l'Ariège, cette terre courage, a été terre d'asile. Oh, bien sûr, ça fait parfois des étincelles entre les purs porcs (dixit Benoist Rey) qui ont tendance à oublier leurs origines

et les derniers en date de la fuite. Mais...! Mais au bout du compte, ça ne se passe pas si mal que ça. Pour preuve, ce n^o 27 du Mille feuilles, la revue du Mille pattes, qui en est à 2000 pages de publication, et, donc, à mille feuilles.

On y retrouve le meilleur (le best of comme on dit maintenant) de douze années de résistances, d'épopées et d'une volonté incontestable de vivre autrement. Écologiquement (pas comme encravatés de vert qui nous gouvernent). Et, osons le terme, libertairement (pas comme les curés noirs de toutes les paroisses).

Paco Ibanez, Léo Ferré, Jacques Higelin, chantant à Saint-Girons en 1990, au profit du Mille Pattes, devant 3000 personnes; le drapeau noir flottant sur la mairie de Saint-Girons le 1^{er} avril de la même année; des pôèmes: des dessins; le coup de patte de l'incroyable Bobol Glocq; les coups de cœur de Dan Giraud; des textes de Francis Guibert, Alain Gibertie, Jean-Claude Ajax, Yves Le Pellec, Claude Pélieu, Jean-Pierre Moreau... cent mille et une petites nouvelles du front de cent mille et une alternatives en actes; des portraits de Stirner, une pub pour les Égorgeurs et même des articles... du *Monde libertaire*.

Bref, encore plus que les autres, ce numéro du Mille feuilles est un régal et, comme avec le gâteau du même nom, tous les gourmands d'espoir s'en délecteront.

Jean-Marc Raynaud

Le Mille feuilles n^o 27. 76p. 20 F. chèque à l'ordre du Mille feuilles (28 F avec port). Le Mille feuille du Mille pattes, 14 rue du Pajol, 09200 Saint-Girons.

Aujourd'hui mazoutés, demain radioactifs

SURPRISE! AU DÉBUT DE L'AN 2000, la population bretonne apprenait pas la presse locale que l'ANDRA (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs) et le BRGM (Bureau de recherche géologique et minière) avaient désigné « comme géologiquement favorable » à l'implantation d'un laboratoire souterrain de recherche nucléaire, les sites de Plouaret (près de Lannion), de Quintin, de Dinan, d'Huelgoat. On nous assure qu'aucun déchet radioactif ne sera introduit dans le laboratoire le temps des expériences.

Cependant, le risque est grand d'obtenir au bout du compte un centre de stockage, une poubelle de déchets radioactifs ultimes, « si la roche est suffisamment résistante pour que l'on puisse y construire des installations durables ». Même si notre sous-sol régional peut se révéler être un coffre fort géologique, rappelons qu'aucun coffre n'est véritablement inviolable, indestructible! La menace de contamination radioactive de l'environnement et des populations pèsera pendant des milliers d'années! Après Brennilis, Plogoff, l'île longue (sous-marins nucléaires), le Carnet, on nous redemande de payer pour les choix, l'incurie de nos dirigeants civils et militaires en matière énergétique.

Dans les années 60 et 70, la production électronucléaire civile n'était qu'un sous-produit de la production des armes atomiques. Aujourd'hui, le programme d'électricité nucléaire a environ 30 ans et déjà les milliers de tonnes de déchets radioactifs représentent un risque immédiat et de véritables bombes à retardement pour les générations futures.

Que demandons-nous ?

• Le stockage des déchets existants sur les sites de production, sous la responsabilité du producteur, sous la surveillance des consommateurs, des tra-

vailleurs, d'associations écologistes et de laboratoires indépendants.

• Le transfert des milliards de francs prévus pour les centrales nucléaires, la fabrication d'armes atomiques, les centres d'enfouissement vers un programme de neutralisation des déchets actuels, la construction de petites unités de production électrique décentralisées fonctionnant aux énergies renouvelables.

• L'arrêt immédiat des programmes nucléaires civils et militaires.

• Un service public de production d'électricité autogéré par les travailleurs et les consommateurs, non étatique et décentralisé.

Citoyens, citoyennes, camarades! Bientôt une « mission collégiale de concertation » du gouvernement viedra allécher nos chers élus à coup de millions: 60 millions par an pendant 15 ans en dédommagement!

Une longue série de mensonges a ponctué les cinquante ans d'histoire du nucléaire civil et militaire. Ne croyons pas celles et ceux qui voudraient enterrer au plus vite des déchets dangereux pendant des millénaires. Irréaliste? Le 6 août 1999, « anniversaire » de la destruction d'Hiroshima, le « Journal officiel » confirmait l'installation d'un laboratoire visant à l'enfouissement en grande profondeur d'ordures irradiées dans le petit village de Bure (Meuse)...

Pour nous, anarchistes, il ne s'agit pas seulement de se défendre quand nous sommes directement concernés ni de se battre uniquement pour son jardin, son terroir, sa communauté. S'opposer au lobby nucléocrate, c'est s'organiser. Ici et ailleurs, un front constant d'opposition au nucléaire civil et militaire, indépendant, c'est organiser. Ici et ailleurs, un front constant d'opposition au nucléaire civil et militaire, indépendant des partis politiques, capable de porter des propositions et des applications alternatives!

groupe **Jes Futuro** - Lannion

Des ostréiculteurs qui ne font pas de politique...

LUNDI 28 FÉVRIER DERNIER, ALORS QUE JOSPIN ET une partie du gouvernement se rend à Nantes pour faire le bilan de la tempête, et de la catastrophes si peu naturelle de la marée noire, une journée de protestation était organisée. Les « collectifs marée noire » appelaient au rassemblement, ainsi que divers syndicats, associations, partis... dont les verts... Rapidement, ce sont les ostréiculteurs qui s'imposent... en force.

Sous prétexte « qu'on ne fait pas de politique ici », une partie de ces ostréiculteurs refoulent une vingtaine de militants du scalp qui avaient la mauvaise idée de porter des drapeaux rouge et noir. Ce sera plus qu'une simple bousculade, puisqu'un militant libertaire voulant s'interposer entre avinés et drapeaux avait eu, lui, la mauvaise idée de porter son look « sud-méditerranéen »:

Présent sur les lieux, je suis intervenu en faveur du SCALP pour dénoncer l'hypocrisie de « l'apolitisme » des ostréiculteurs agités. Je n'en ai guère eu le temps car aussitôt un ostréiculteur se rue sur moi, me frappe d'un coup de tête sur l'arcade sourcilière en beuglant à mon intention (Je suis d'origine étrangère et cela se voit): « On ne veut pas d'enculé de ta race ici ». Ces propos empreints de xénophobie avec une touche d'homophobie tendent certainement à prouver qu'ils ne faisaient pas de politique... Toute ressemblance avec du Le Pen ou du De Villiers ne serait que purement fortuite. J'ai bien sûr informé la LDH et la CGT présentes sur place de la gravité des propos qui ont été tenus et j'ai quitté la manif.

En partant, j'entendais qu'on scandait: « Tous ensemble, Solidarité » Solidarité, oui! Mais dans la médiocrité, non!
Nacer

Rennes: expulsion d'un squat autogéré

MERCREDI 1^{ER} MARS AUX ALENTOURS DE 6 heures, les habitant-e-s du 5 rue juillet se sont fait expulser, après avoir rendu public leur occupation il y a trois semaines. Que croyaient donc trouver les quelques 100 CRS mobilisés et armés de fusils (l'équivalent de 20 CRS pour une personne dormant cette nuit là)? Des terroristes?

Malgré nos nombreuses démarches vis-à-vis du diocèse, propriétaire des lieux, nous ne nous faisons pas d'illusions sur la logique de charité religieuse dont on nous rebat les oreilles depuis des siècles. Les faits parlent encore d'eux-mêmes: des individu-e-s qui occupaient un lieu vacant vont se retrouver sans logement et cela qui plus est en plein hiver. La critique vaut également pour les autorités républicaines (le préfet) dont la signature, autorisant la procédure d'expulsion signifie qu'elle se placent du côté des valeurs capitalistes au dépens de celle de la solidarité. Car tel était le 5 rue de juillet en tant que lieu d'habitation mais aussi en tant que lieu d'activités politiques et culturelles.

Déjà, une dizaine d'événements avaient en effet eu lieu à travers des concerts, des projections-débats, la mise

en place d'une bibliothèque, d'un lieu de réunion pour des associations... et cela sans subvention ni volonté de profit personnel.

L'expulsion ayant eu lieu sans préavis d'un huissier (malgré la législation en vigueur), de nombreuses activités prévues pour la fin de la semaine et la semaine suivante ne pourrions jamais voir le jour. De plus, certaines affaires personnelles appartenant aux habitant-e-s n'ont pas pu être récupérées lors de l'évacuation.

Nous condamnons le comportement du diocèse et la mairie de Rennes (de gauche), qui convoite d'acheter les lieux, pour sa logique de spéculation immobilière et ses prétendues bonnes intentions au niveau social auprès des plus démunis-e-s. Rennes, ville de plus en plus morte?

Le collectif d'occupation du 5 rue juillet et des personnes solidaires

NB: Depuis l'expulsion, le très charitable diocèse identique à lui-même préfère payer une société de surveillance avec chien, postée devant le bâtiment muré plutôt que de voir le local utilisé. Pour toutes ces raisons, dès le mercredi après-midi, nous avons occupé le diocèse avec une partie de nos affaires (matelas, couverture...).

ASPE

La lutte arrache un sursis pour La Goutte

Six jours après le jugement du tribunal des référés de Pau qui ordonnait, le 9 février, l'expulsion manu militari de la Goutte d'Eau pour le 15 mars 2000, le président de RFF Claude Martinand a fait machine arrière en écrivant à « France nature environnement »: « Je suis disposé, en tout état de cause, avant de demander l'exécution de ce jugement, à ce qu'une concertation ait lieu sous l'égide de l'Etat avec l'ensemble des parties intéressées. »

Le 23 février, le cabinet du Premier ministre confirmait cet avis, en souhaitant que la concertation ait lieu à Paris et non à Pau.

Une fois de plus, la lutte a payé. Les protestations énergiques des associations écologistes et de plusieurs personnalités dont Albert Jacquard, Jacques Gaillot, René Dumont, Jean-Claude Amara, Antoine Waechter, Noël Mamère, André Cazetien, parmi beaucoup d'autres, ont vite porté leurs fruits!

Réjouissons nous de cette jolie armistice, mais restons vigilants car rien n'est gagné, ni pour la Goutte ni pour la vallée d'Aspe.

Un vent d'espoir s'est néanmoins levé dans les montagnes du Sud-ouest de la France, et il ne tient qu'à nous qu'il se transforme en tempête pour tous les ennemis de la Terre qui veulent bétonner les Pyrénées... et toute la planète!

Les Aspaches

Fête-manif les 11, 12 et 13 mars pour la non expulsion de la Goutte d'Eau. Grande manif pour la victoire en Aspe à Bedons le 7 mai. Aspaches. c/o La Goutte d'Eau, 64400 Cette-Eygun.

A G E N D A

vendredi 10 mars

LYON: Concert « Léo, ça va? » en soutien au groupe Déjaque au Café libertaire (entrée par l'allée du 19 rue P. Blanc, 1^{er} arr) à 21 heures: **Gilles Droulez chante Léo Ferré** accompagné au piano. 1^{re} partie le duo « Mouche tes yeux », chanson française. PAF: 30F.

PARIS: Des groupes parisiens de la F.A. organisent une conférence-débat intitulée « **Le fédéralisme** » à l'AGECA, 177 rue de Charonne (11^e) à 20 h 30.

QUIMPER: Projection du film « Daniel Guérin: combat dans le siècle » à l'initiative de la FA, AL, CNT, SCALP à 20 h 30 aux Halles Saint-François.

samedi 11 mars

LYON: L'union locale de la F.A. appelle à participer, dans le cadre d'une « journée internationale de soutien », à la manifestation pour la libération de Mumia Abu Jamal, à 15 heures, place Guichard (devant la Bourse du travail).

PARIS: Manifestation nationale à l'appel de nombreuses organisations pour sauver Mumia Abu Jamal à 14 h 30 place de la République (jusqu'à l'ambassade des Etats-Unis).

vendredi 17 mars

PARIS: Des groupes parisiens de la F.A. organisent une conférence-débat intitulée « **Le fédéralisme** » à l'AGECA, 177 rue de Charonne (11^e) à 20 h 30.

PARIS: Jean-Pierre Jacquinet du journal Le Libertaire évoquera « 120 ans d'anarchisme au Havre » à 17 heures au salon du livre (porte de Versailles) à l'espace Comellia (M122-N111).

samedi 18 mars

STRASBOURG: La CNT et le SCALP organisent une 2^e édition du « **Festival contre tout ce qui nous fait chier** » qui aura lieu au CAJ-Molodoi (19, rue du Ban de la Roche). Au programme: de 14h à 18h: débats, expos, projections de films et de diapos, table de presse, zinothèque... (entrée gratuite). À partir de 20 heures: concerts de Tonnerre de Zup (percus), Stéroïdes (punk), Brigada Flores Magon (punk-oi), Utopia (punk), Golpe De Estado (punk-ska), J'aurais Voulu (punk-rock). (entrée 30 F).

samedi 25 mars

CHELLES (77): Le groupe Sacco et Vanzetti de la F.A. organise une projection du film « Pas vu pas pris » suivie d'un débat avec Pierre Péan, co-auteur du livre « TF1, un pouvoir » à 20 h 30, 2 blis rue Emille.

DIJON: Conférence animée par des militants de la FA sur la précarité à 15 heures à l'hôtel des sociétés salle Joliet, 7, rue du Dr Chaussier.

jeudi 29 mars

PARIS: Le groupe Louise Michel de la F.A. vous invite à découvrir une des figures les plus marquante de la Commune: Louise Michel. Conférence, exposition à 21 heures au Café littéraire « le petit Ney », avenue de la Porte Montmartre.